

Call for Papers – Special Issue of the *Canadian Journal of Development Studies* on

'Law, Governance and Development: Critical and Heterodox Approaches'

(co-edited by Mark Toufayan and Siobhán Airey)

A noticeable trend of late is a growing engagement between insights across the field of 'law and development' and a body of work that probes the relationship between law and governance at levels and scales that transcend that of the nation state, through instruments of rule that include and challenge inherited understandings about the nature and content of 'law' and 'legality'. At the same time, critical attention is being paid to the politics of ideas about development and the ways that particular kinds of development are promoted that underpin and direct this engagement.

These trends offer revealing insights into two facets of emerging research on law and governance, and how they relate to development. First, they highlight the significance – to questions of governance – of legal, economic and political ideas on the nature of development and its direction to particular ends, and how these underpin models of development. Within these, the role of/for law, regulation and other instruments of governance comes to the fore. Second, they highlight the under-recognized and under-theorized role of development as a project of governance in itself – how development rationalizes, frames and is key to how rights, subjectivities and relations between entities such as states, peoples, markets and the natural environment are conceptualized, distributed and institutionalized within and across existing governance frameworks via the rubric of 'development'.

This bilingual Special Issue of the *Canadian Journal of Development Studies* seeks to bring these perspectives together to explore the underlying paradoxes, synergies and gaps in the governance of development initiatives pursued by a variety of actors. Through a mix of empirical, conceptual and normative work, it aims to reveal connections between institutional arrangements and instruments of governance on the one hand, and the politics of the projects pursued through the rubric of development, on the other. The approach taken thus helps foster deeper insight on the political ramifications of the role ascribed to law and legality in the governance of development.

We seek contributions, in English and French, which will expand knowledge on the nature of governance challenges to development and the role of law and legality therein. In particular, we welcome essays that draw on and put into conversation critical and heterodox thinking on these such as feminism, TWAIL and postcolonial scholarship, history and ethnography, critical geography, critical IR and political economy, Marxist and materialist perspectives, etc., and that focus on developments both within and between the Global North and South and on particular scales and sites of governance.

We invite submissions on engagements between law, governance and development from a wide range of critical perspectives and that are attuned to the following themes:

- shifts in the **levels** of engagement (at the multilateral, transnational, regional, bilateral, national and local levels, and across these)
- **forms** of engagement (changes to the kinds of actors, institutions and instruments through which relationships are created and changed, material outcomes generated and subjectivities and knowledge produced, with a particular focus on governance relationships)
- **effects** of this kind of engagement, particularly on marginalized groups and communities and the natural environment within the Global South and North (the kinds of development that are being proposed or privileged; implications for changes to the relationship between state and market; and how and to whom benefit and risk is allocated)

Abstracts of 500-750 words, as well as a short CV, should be sent to mark.toufayan@uqo.ca and siobhan.airey@ucd.ie by July 20, 2018. Decisions on selected articles will be made by August 3, 2018. Full drafts of no more than 9000 words will be due on November 2, 2018.

Appel à contributions – Numéro spécial de la *Revue canadienne d'études du développement*

'Droit, gouvernance et développement : approches critiques et hétérodoxes'

(sous la direction de Mark Toufayan et Siobhán Airey)

Une tendance récente relevée dans la littérature savante est un engagement croissant entre des idées traversant le champ du ‘droit et développement’ et un corps d’idées qui interrogent les rapports entre le droit et la gouvernance sur des plans et des échelles dépassant ceux de l’État nation, et par le biais d’instruments d’action qui comprennent et défient des vues bien ancrées sur la nature et le contenu du ‘droit’ et de la ‘légalité’. En même temps, un regard critique est porté sur la politique des idées sur le développement qui étayent et infléchissent cet engagement, et sur les moyens par lesquels promotion est faite de certains types de développement.

Ces tendances offrent une fenêtre sur deux facettes de la nouvelle recherche sur le droit et la gouvernance, et leur rapport au développement. Premièrement, elles mettent en exergue l’importance – pour des questions relatives à la gouvernance – des idées juridiques, économiques et politiques sur la nature du développement et son orientation à des fins particulières, et comment celles-ci soutiennent des modèles divers de développement. À cet égard, le rôle du droit et pour le droit, la régulation et autres instruments de gouvernance vient à l’avant plan. Deuxièmement, elles soulignent le rôle méconnu et sous-théorisé du développement en tant que projet de gouvernance en soi – les moyens par lesquels il se justifie, façonne et apporte des solutions à la manière de conceptualiser, distribuer et institutionnaliser les droits, subjectivités et rapports entre États, peuples, marchés et l’environnement au sein de et face aux structures de gouvernance existantes par le biais du ‘développement’.

Ce numéro spécial bilingue de la *Revue canadienne d'études du développement* cherche à réunir ces deux perspectives pour sonder les paradoxes, synergies et lacunes de la gouvernance d’initiatives propres au développement portées par une panoplie d’acteurs. En rassemblant des études empiriques, conceptuelles et normatives, il vise à dévoiler les liens entre arrangements institutionnels et instruments de gouvernance, d’une part, et la politique de projets menés par le biais du ‘développement’, d’autre part. L’approche retenue permet ainsi de nourrir des réflexions plus abouties sur les ramifications politiques du rôle attribué au droit et à la légalité dans la gouvernance du développement.

Nous sollicitons des textes, en français et en anglais, qui viendront enrichir notre connaissance de la nature des défis relatifs à la gouvernance posés au développement et du rôle du droit et de la légalité à cet égard. Nous sommes particulièrement soucieux de recueillir des contributions qui mobilisent et mettent en rapport des perspectives critiques et hétérodoxes sur ces questions telles le féminisme, les approches TWAIL et postcoloniales, l’histoire et l’anthropologie, la géographie critique, les théories critiques des relations internationales et de l’économie politique, les approches marxistes et matérialistes, etc., et qui sont consacrées à des développements ancrés dans le Nord global et le Sud global ainsi que dans leurs rapports mutuels sur divers plans et sur de multiples sites de gouvernance.

Nous sollicitons des propositions abordant les engagements entre droit, gouvernance et développement à partir d’un large éventail de perspectives critiques et qui touchent aux thèmes suivants :

- déplacements des **échelles** de cet engagement (au niveau multilatéral, transnational, régional, bilatéral, national et local et traversant ces niveaux)
- **formes** de cet engagement (modulation du type d’acteurs, d’institutions et d’instruments par le biais desquels des rapports sont façonnés et modifiés, des résultats matériels sont générés et des subjectivités et savoirs produits, en mettant l’accent sur les rapports de gouvernance)
- **effets** de ce type d’engagement, particulièrement sur les groupes et communautés marginalisés et l’environnement dans le Sud global et le Nord global (les types de développement proposés et privilégiés ; les implications pour une modulation des rapports entre l’État et le marché ; et comment et à qui les bénéfices et coûts sont distribués)

Des propositions de 500-750 mots ainsi qu'un court CV devraient être acheminés à mark.toufayan@uqo.ca et siobhan.airey@ucd.ie avant le 20 juillet 2018. Les contributeurs et contributrices dont les propositions seront retenues en seront informé.e.s avant le 3 août 2018. Les ébauches complétées d'au plus 9000 mots devront être soumises au plus tard le 2 novembre 2018.